



CHAPITRE 83

Loi modifiant la charte
de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 26 août 1977]

Préambule. ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Verdun et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 193,
a. 64a,
rempl. pour
cité.

1. L'article 64a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), remplacé pour la cité par l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1974, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Pensions
aux mem-
bres du
conseil.

«**64a.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de \$6,000 dans le cas du maire et de \$2,000 dans le cas des autres membres du conseil, payable à l'âge de soixante ans par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

CHAPTER 83

An Act to amend the charter
of the city of Verdun

[Assented to 26 August 1977]

Preamble. WHEREAS it is in the interest of the city of Verdun and it is necessary for the good administration of its affairs, that its charter be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

R.S.,
c. 193,
s. 64a,
replaced
for city.

1. Section 64a of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), replaced for the city by section 2 of chapter 98 of the statutes of 1974, is again replaced for the city by the following:

«**64a.** The council may grant by by-law to any person who, being a member of the council on 31 December 1974 and having previously held such office for eight years or more, has ceased to hold such office since that date, an annual pension of \$6,000 in the case of the mayor and \$2,000 in the case of the other members of the council, payable at sixty years of age in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies or has already applied.

Incessibi-
lité, etc.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Interrup-
tion.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Partie
d'année.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière; toute année ou partie d'année écoulée tant avant qu'après le 31 décembre 1974 doit être comptée dans un tel calcul. »

Such pension shall be unassignable and unseizable.

The payment of such pension shall be suspended during any period in which the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation involving remuneration payable by the municipality.

In computing any such period of eight years, a part of a year shall be counted as a full year; any year or part of a year elapsed before or after 31 December 1974 must be counted in such computation."

S.R.,
c. 193,
a. 473,
mod. pour
cité.

2. L'article 473 de ladite loi, modifié pour la cité par l'article 6 du chapitre 102 des lois de 1971, est de nouveau modifié pour la cité par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant:

Subvention
pour démo-
lition.

« 11° Pour accorder, aux conditions qu'il détermine, à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire constituant un risque d'incendie, une subvention égale à la valeur réelle dudit immeuble portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette subvention ne peut cependant en aucun cas excéder la somme de cinq cents dollars. »

2. Section 473 of the said act, amended for the city by section 6 of chapter 102 of the statutes of 1971, is again amended for the city by replacing paragraph 11 by the following:

"(11) To grant on conditions it determines, to any property-owner who demolishes his shed or other accessory building constituting a fire hazard, a subsidy equal to the real value of the said immoveable entered on the valuation roll in force. Such subsidy, however, shall never exceed five hundred dollars."

S.R.,
c. 193,
a. 426,
mod. pour
cité.

3. Le paragraphe 17° de l'article 426 de ladite loi est remplacé pour la cité par le suivant:

Billet d'as-
signation.

« 17° Pour décréter que dans le cas de contravention aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention aux règlements relatifs au stationnement, toute personne dont les services sont retenus par la ville à cette fin peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police.

3. Paragraph 17 of section 426 of the said act is replaced for the city by the following:

"(17) To enact that in case of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable or, in the case of infraction of the parking by-laws, every person employed by the city for such purposes may fill out, at the place of the infraction, a notice of summons stating the nature thereof, shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on such vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police department.

Plainte. Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

Paiement pour éviter plainte. Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder \$10 dans le cas de contravention à un règlement relatif au stationnement et \$25 dans le cas de contravention à un autre règlement visé au présent paragraphe. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Plainte. Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, la personne autorisée peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.»

Entrée en vigueur. **4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

The preceding provisions shall not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from lodging a complaint and causing the issue of a summons according to law, without giving such notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him by presenting himself at the police office and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed \$10 in the case of a parking infraction and \$25 for the infraction of another by-law contemplated in this paragraph. The payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction.

If the person in possession of the notice refuses or fails to comply therewith within the delay mentioned, the authorized person may lodge a complaint against him according to law."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.